

TEXTES IDENTITE #2**1) Le vaisseau de Thésée**

Les Athéniens retiraient de ce vaisseau les planches trop vieilles et y substituaient des planches solides qu'ils ajustaient avec les autres. Aussi les philosophes, quand ils disputent sur ce qu'ils appellent l'« argument de la croissance » (*auxanomenos logos*), citent ce vaisseau, comme un exemple controversé, les uns prétendant qu'il est resté le même et les autres le niant.

Plutarque, *Vie de Thésée*, 23, 1.

2) Un problème de transitivité chez Locke : l'objection reidienne de « l'officier courageux »

Imaginez un officier courageux qui, écolier, a reçu les verges pour avoir chapardé des fruits dans un verger, qui a pris un étendard à l'ennemi dans sa première campagne et qui, avançant dans la vie, a été fait général ; imaginez aussi – chose possible, il faut bien l'admettre -, qu'au moment de s'emparer de l'étendard il avait conscience d'avoir été fouetté à l'école, et qu'au moment d'être fait général il avait souvenir d'avoir pris l'étendard, mais avait totalement oublié d'avoir un jour reçu les verges. Cela étant, il s'ensuit, d'après la doctrine de Locke, que l'individu fouetté à l'école est la même personne qui a pris l'étendard, et que celui qui s'est emparé de l'étendard est la même personne qui a été fait général. D'où il s'ensuit, s'il y a la moindre vérité dans la logique, que le général et l'enfant fouetté ne font qu'un. Or la conscience du général ne remonte pas jusqu'au moment de son châtimeur ; donc suivant la doctrine de M. Locke, il n'est pas celui qui a été fouetté. Le général est donc et n'est pas, tout à la fois la même personne que celle qui a reçu les verges à l'école.

Thomas Reid (1710-1796), *Essais sur les pouvoirs intellectuels de l'homme*, 1783.

3) L'identité collective et la question de la dette

Quant à la question de justice ou d'injustice, elle se rattache à celle que nous avons posée en premier lieu : tel acte est-il émané de l'État, ou n'en est-il pas émané ? C'est ce qui peut faire doute dans bien des cas. Ainsi, quand la démocratie succède à l'oligarchie ou à la tyrannie, bien des gens pensent qu'on doit décliner l'accomplissement des traités existants, contractés, disent-ils, non par l'État, mais par le tyran. Il n'est pas besoin de citer tant d'autres raisonnements du même genre, qui se fondent tous sur ce principe que le gouvernement n'a été qu'un fait de violence, sans aucun rapport à l'utilité générale. Si la démocratie, de son côté, a contracté des engagements, ses actes sont tout aussi bien actes de l'État que ceux de l'oligarchie et de la tyrannie. Ici, la vraie difficulté consiste à reconnaître dans quel cas on doit soutenir, ou que l'État est resté le même, ou qu'il n'est pas resté le même, mais qu'il est complètement changé.

Aristote, *La Politique*, Livre 3, 1276a10-b6.